

La Tribune

MONTE LIMAR

33 av. G. de Gaulle BP 29 - 26216 MONTE LIMAR Cedex • redaction@la-tribune-montelimar.com • Tél. 04 75 00 84 00

R 26891 • 1,50 €

JEUDI 27 JANVIER 2011 • N° 04 • 1,50€



Gaz de schiste

La pression monte



Réunions publiques, comités de vigilance, demande d'information, inquiétude grandissante des professionnels du tourisme et de l'agriculture, la pression monte en Drôme-Ardèche où des élus et des citoyens redoutent l'impact environnemental des forages d'exploration dans le cadre des permis de Montélimar et de Villeneuve-de-Berg. [p 4 et 5]

A cheval sur les deux permis : colère à Valvignères

À Valvignères, commune concernée à la fois par le permis de Villeneuve-de-Berg et par celui de Montémar, on voit d'un très mauvais œil les futurs forages sur la commune. Le maire Jacques Lebrat est très mobilisé contre le projet. Il se dit même prêt à monter en première ligne s'il le faut. Pour commencer, il a proposé à son conseil municipal mardi soir 25 janvier une délibération exprimant les inquiétudes suscitées par ces recherches de gaz de schiste. Jacques Lebrat compte bien, également, être de toutes les réunions publiques sur le sujet. Interpellé à ce propos par nombre de ses administrés et de nombreux habitants d'Alba, il pense d'ailleurs en organiser une au village.

L'édile relève que les forages seraient effectués dans des zones habitées dotées d'une vie économique, sociale, bref humaine tout simplement. Il redoute donc que ça n'aille pas sans problèmes de cohabitation. Car on parle de forages s'enfonçant à 3000 m de profondeur et sur 1,5 km dans le sens horizontal. Si la phase de recherche, prévue pour durer jusqu'en mars 2013, est concluante et suivie d'une phase d'exploitation, Valvignères pourrait se voir percé de puits comme un gruyère. Des forages ont déjà eu lieu à Valvignères dans les années 1960, mais les techniques n'étaient alors pas les mêmes. Jacques Lebrat s'inquiète aussi de la noria de camions (800, et autant pour Villeneuve) nécessaires pour acheminer depuis le Rhône les 23 000 m³ d'eau indispensables à la fracturation de la roche. Autre source d'inquiétude : les produits chimiques utilisés. Autant pour le village tranquille et préservé qu'est aujourd'hui Valvignères!



Les vigneron, comme Sébastien Pradal, sont très inquiets.

"Lorsque GDF - Suez m'a contacté fin octobre", confie le maire (qui fait remarquer qu'il n'a été averti qu'à cette date alors que le permis d'explorer a été délivré en mars 2010), "je me suis beaucoup interrogé : ai-je le droit de faire subir cela à mes concitoyens? Existe-t-il un intérêt supérieur de la nation qui justifie que l'on bouleverse voire mette à mal toute une vallée? Je suis parvenu à la conclusion que ce projet n'était que du pur business sans intérêt pour la commune. Du reste la France n'a pas un besoin impérieux de ce gaz. Nous ferions mieux d'économiser l'énergie".

Des vigneron remontés

Valvignères est une commune très viticole et les vigneron sont très remontés, ou en tout cas très inquiets. "Ça nous est tombé dessus comme ça", commente Sébastien Pradal du Mas d'Intras, "tout est allé très vite et tout le monde a eu le sentiment de se retrouver le bec dans l'eau. Ce qui nous rend inquiets surtout, c'est le manque d'information. Et le peu que nous arrivons à glaner ne fait que renforcer notre inquiétude". Celle-ci concerne en premier lieu

l'impact environnemental, qui "a l'air d'être très fort". Elle concerne aussi l'impact sur l'image du vignoble.

Cette recherche de gaz de schiste, estime Sébastien Pradal, va mettre à mal toute la démarche de respect de l'environnement (cuves chauffées à l'énergie solaire, bouteilles "plume", recyclage des bouteilles, bouchons en liège naturel, réemploi des cartons) et de bio menée de longue date par le Mas des Intras et par de nombreux autres viticulteurs. Sébastien Pradal craint aussi que le projet n'entraîne des divisions dans le village.

Même son de cloche du côté de Jérôme Volle, lui aussi opposé au projet, à la fois en tant que vigneron et en tant que citoyen: "Nous avons beaucoup de craintes car nous avons peu d'informations. Le permis a été délivré sans qu'il y ait eu de réflexion avec la population et le maire. Nous avons développé un territoire basé sur le terroir, et des gens vont venir exploiter notre sous-sol sans se préoccuper de la vie locale ni de l'environnement, et peut-être détruire notre potentiel viticole et l'image de notre vallée. J'espère qu'au moins ils respecteraient les lois françaises".